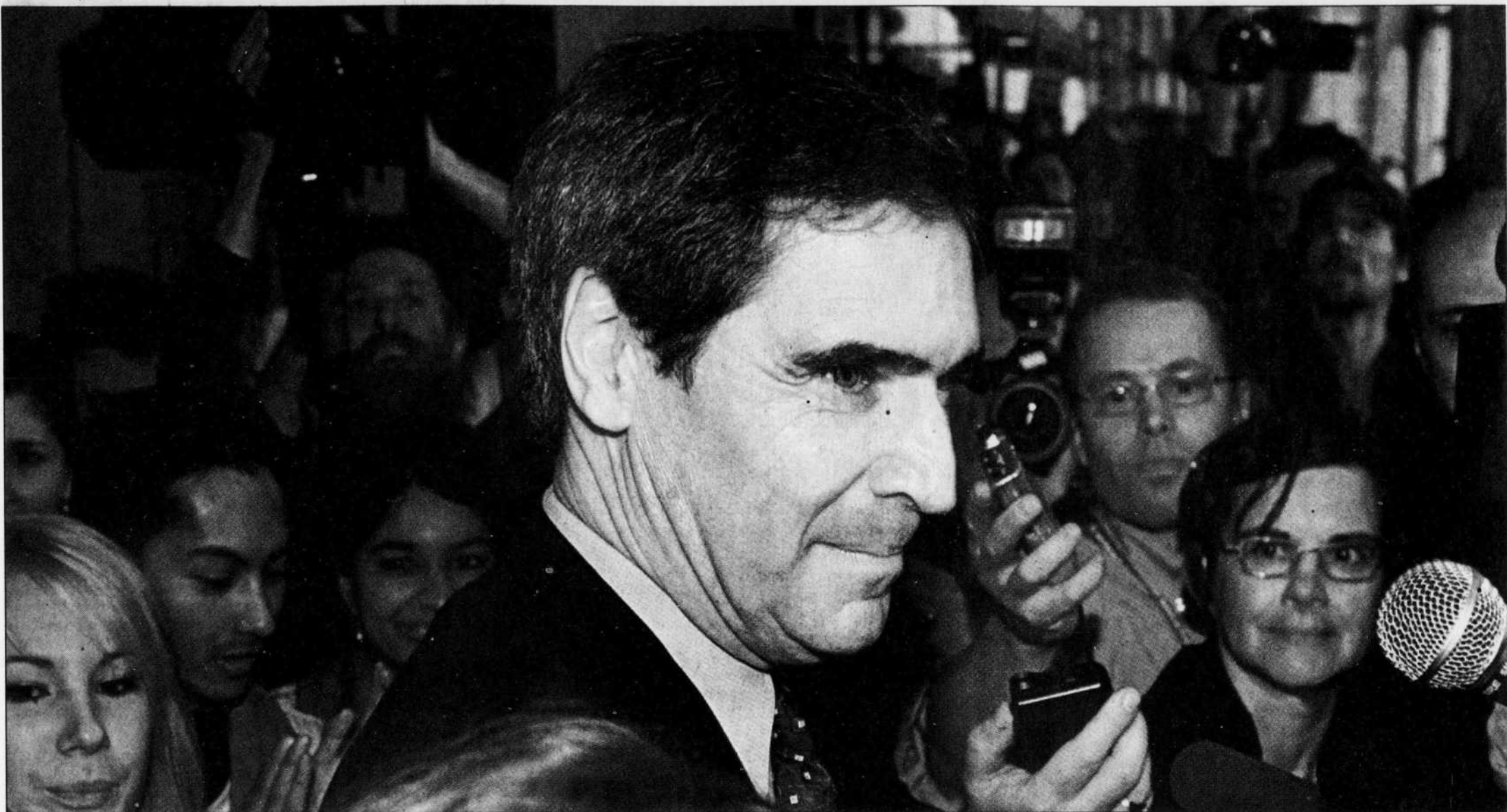




# PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## La fougue et la combativité retrouvées

### Avec la sélection hâtive de Michael Ignatieff, le PLC fera l'économie d'une autre course au leadership

Ça ne s'était pas vu depuis fort longtemps. Des députés et sénateurs libéraux sortant de leur réunion hebdomadaire de caucus souriants, unis et unanimes, disciplinés dans leurs commentaires, lévitant presque. Eux qui se sentaient en transition perpétuelle depuis l'élection de Stéphane Dion étaient contents, mercredi, d'avoir enfin à leur tête le chef qu'ils voulaient vraiment.

HÉLÈNE BUZZETTI

**O**ttawa — La victoire, même peu orthodoxe, de Michael Ignatieff cette semaine aura fait plusieurs heureux: évidemment le principal intéressé et ses militants, mais aussi, et peut-être surtout, les dirigeants du PLC. Ceux-ci pourront enfin rassembler les capacités organisationnelles et financières des divers camps — maintenant débâchés — à la chefferie.

«Nous pourrions maintenant recentrer notre congrès sur l'amélioration de nos capacités organisationnelles, l'utilisation de technologies et le développement de nos politiques», expliquait cette semaine le président du PLC, Douglas Ferguson. Ça aidera beaucoup de ne pas avoir de compétition des divers candidats au leadership. Car les courses au leadership coûtent cher au parti, autant en argent qu'en talents organisateurs. Les meilleures têtes se mettent au service de leur poulain.

En 2006, les 11 candidats à la chefferie ont ensemble dépensé la coquette somme de 12,2 millions de dollars. Comme ils ne peuvent s'autofinancer, ce sont autant de millions qui ont été détournés des coffres du parti pour aller directement dans ceux des candidats. D'ailleurs, en 2006, le PLC n'a récolté pour ses propres fins que neuf millions de dollars contre 18,6 pour le Parti conservateur. Les trois candidats dans cette course qui s'annonçait cette année, la troisième en cinq ans, avaient le droit de dépenser 1,5 million de dollars chacun.

#### Double tranchant

Officiellement, la course au leadership libérale n'est pas annulée. Même si la chose est improbable, les candidats ont jusqu'au 27 février prochain pour déposer leur candidature et verser les 90 000 \$ non remboursables exigés comme prix d'entrée. Michael Ignatieff devrait

alors faire campagne. «Un tel candidat aurait une réelle côte à remonter», estime le président Ferguson, sceptique.

Pour le sénateur libéral Dennis Dawson, qui a travaillé à la course au leadership de Paul Martin, l'annulation de la course au leadership a son lot de bons et de mauvais côtés. «C'est une occasion manquée», dit-il en entrevue. Une course au leadership permet de se fixer des objectifs de recrutement, il y a de la compétition entre chaque camp. C'est plus facile de motiver les gens. Même s'il reconnaît que cette recrudescence de popularité est parfois «artificielle». Deux ans après le couronnement de Paul Martin, le nombre de membres au Québec avait fondu de 100 000 à 25 000...

«Il y a un avantage réel, poursuit-il. Le congrès de Vancouver nécessitait d'envoyer des milliers de délégués et un investissement financier

et organisationnel que nous sommes épargné. Car il ne faut pas se mentir. Les seuls avantages qu'avait le Parti conservateur sur nous, c'était notre division et l'argent. [...] S'il y avait eu une course au leadership, les donateurs se seraient demandé s'ils voulaient donner l'argent à Michael ou au PLC. Là, il n'y aura pas de choix à faire. Ce sera le parti.»

Le sénateur Dawson ajoute que la sélection de Michael Ignatieff trois semaines avant la fin de l'année est un cadeau du ciel. «Avec la Loi sur le financement électoral, les partis politiques doivent maintenant penser en termes d'année fiscale. Il reste trois semaines à l'année 2008. Il y a des gens qui n'avaient peut-être pas le goût de donner pour Stéphane Dion. D'ici le 31 décembre, ils pourront donner leur maximum annuel au PLC. Ils pourront ensuite redonner une autre fois quelques jours plus tard à titre de contribution pour 2009.»

Choisir le chef après le 31 décembre aurait empêché de doubler ainsi les dons potentiels. Aux yeux du PLC, qui doit rembourser ses dettes électorales et se bâtir une nouvelle cagnotte de guerre, ce n'est pas une mince considération.

Le congrès à Vancouver aura encore lieu, avec la possibilité pour chaque circonscription de déléguer une vingtaine de représentants. La différence est que, sans enjeu de leadership, personne ne se sentira obligé de s'endetter pour y aller...

**«Michael n'est pas du tout vulnérable comme l'avait été Stéphane. On avait presque fourni le script des publicités du Parti conservateur à l'époque!»**

#### Rapport de force modifié

Depuis que la perspective d'une coalition est apparue à l'horizon, les libéraux ont retrouvé leur fougue et leur combativité. Certains stratèges qui avaient pris leurs distances du régime de M. Dion, sans complètement quitter le navire, sont appelés pour reprendre du collier au centre de commandement: le bureau du chef de l'opposition officielle. Si ces offres étaient auparavant écartées immédiatement, elles sont maintenant considérées.

Dans les coulisses, tous les libéraux se disaient fiers du ton de leur nouveau chef lors de sa première conférence de presse: déci-

dé, clair, catégorique et agressif face à l'adversaire. Le message est lancé: le Parti libéral n'a plus l'intention de se laisser marcher sur les pieds par les conservateurs de Stephen Harper.

«Nous sommes en meilleure position aujourd'hui que nous ne l'avons été depuis très longtemps. À la fin de janvier, nous serons très prêts», a lancé cette semaine Dominic Le-

Blanc, un des députés ayant retiré sa candidature à la chefferie pour laisser la voie libre à Michael Ignatieff.

Bob Rae, qui a lui aussi retiré sa candidature le lendemain, a indiqué en conférence de presse que le choix de M. Ignatieff était finalement préférable à la tenue d'un «concours politique» où les candidats se feraient la lutte et «alimenteraient cette impression qu'ont les gens que le Parti libéral est divisé». «Le Parti libéral n'est pas divisé», a-t-il dit en guise de conclusion à sa conférence de presse de retrait. Du tout. Nous ne sommes pas divisés à propos du leadership, nous ne sommes pas di-

visés sur le fond des choses. Nous sommes tous heureux. Nous nous aimons tous et nous serons, à partir de maintenant, le parti politique le plus ennuyeux à couvrir pour vous, les journalistes. Nous sommes une belle et grande famille heureuse qui a du succès.»

Les récents événements lui ont donné raison. À la sortie de la réunion du caucus mercredi, la réunion où Michael Ignatieff a été choisi chef intérimaire, les députés ont respecté une discipline de parti qu'on ne leur connaissait plus. La question qui brûlait sur les lèvres de tous, à savoir l'avenir de la coalition sous le leadership d'Iggy, recevait toujours la même réponse. «C'est le chef qui répondra.» À un point tel que certains affirmaient, à la blague, s'être inspirés des conservateurs: seul leur chef était habilité à parler!

#### Unité de façade?

À ceux qui pensent que cette unité retrouvée relève de l'artifice, Dennis Dawson répond tout le contraire. Depuis Pierre Elliott Trudeau, dit-il, les chefs libéraux ont été choisis dans la division, avec des taux d'appui d'à peine plus de 50 %.

«On n'en est plus là. Le parti, face à la menace d'une crise économique et à un adversaire «cheap», s'est dit: il faut survivre. L'instinct de survie, c'est ce qu'il y a de plus sincère dans la vie», explique-t-il en faisant référence à la tentative de Stephen Harper d'abolir le financement public des partis politiques. «On ne peut pas sous-estimer la mesquinerie de l'homme en face de nous.»

Une autre source libérale rappelle que les conservateurs avaient eu beau jeu, immédiatement après l'élection de Stéphane Dion en décembre 2006, de lancer des publicités le ridiculisant. «Michael n'est pas du tout vulnérable comme l'avait été Stéphane. On avait presque fourni le script des publicités du Parti conservateur à l'époque!», dit cette source en parlant des attaques entendues contre M. Dion pendant les débats de la chefferie de 2006.

Dennis Dawson abonde dans ce sens. «Nous sommes maintenant dans une classe à part.» Les conservateurs tremblent-ils devant vous? «Cela ne fait aucun doute. L'unité du PLC est maintenant leur plus grand adversaire.»



Contrairement au congrès de novembre 2006, il n'y aura pas de confettis cette année.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## PERSPECTIVES

## L'art de la dissimulation



GIL COURTEMANCHE

Pour changer radicalement le Canada, Stephen Harper manie à la fois le coup de force et la dissimulation. Le coup de force, c'était la tentative de limiter les droits démocratiques au Canada dans un énoncé économique, puis, devant le tollé, la décision brutale de tout simplement fermer le Parlement au beau milieu d'une crise économique sans précédent.

La dissimulation, il la pratique sur le plan international en particulier dans les domaines de l'environnement et des droits de la personne. Durant des décennies, le Canada a été à l'avant-garde dans la lutte pour un meilleur environnement, et surtout dans la défense des droits de la personne et surts dans le monde. Ce n'est plus le cas. Dans ces deux domaines, le Canada fait partie d'un petit club de pays réactionnaires, dont la Chine, la Russie et les États-Unis, qui tentent systématiquement de miner les efforts de la communauté internationale.

Ce fut le cas à Bali et ça l'est aussi cette semaine à la conférence de l'ONU sur l'environnement qui se déroule à Poznan. Alors que le discours officiel parle de la nécessité d'affronter collectivement les défis de Kyoto et de sa suite, là-bas, en Pologne, la délégation canadienne mène un travail de sape qui vise à empêcher la conclusion de tout accord global sur la réduction des émissions de GES.



Stephen Harper

C'est au même travail de sape que se livre ce gouvernement dans le domaine du développement international et de la promotion des droits de la personne. Ce revirement commence avec ses propres citoyens. Le Canada est le seul pays occidental qui abandonne à Guantánamo un de ses citoyens, le très jeune Omar Khadr. C'est aussi un des rares pays qui ont refusé de signer la Déclaration de l'ONU sur les peuples autochtones. Dans son discours inaugural, le gouvernement annonçait aussi son intention de créer une organisation destinée à la promotion de la démocratie. Or il existe une organisation qui s'appelle Droits et Démocratie, financée par le Parlement et qui jouit d'une réputation enviable dans la communauté internationale, dont la première mission est précisément la promotion de la démocratie dans le monde. On peut se demander sérieusement ce que cache cette annonce surprenante.

Mais c'est dans son appui à la justice internationale et en particulier à la Cour pénale internationale que la position canadienne dans le monde a changé le plus radicalement dans la dernière année.

Historiquement, le Canada a toujours été en faveur d'une Cour de justice internationale, chargée de juger les crimes de génocide, des crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Depuis 2002, la CPI a toujours pu compter sur l'appui du Canada. Ce n'est plus le cas maintenant. Lors de mon passage à la CPI à La Haye, j'ai constaté et appris de nombreux faits troublants.

L. Kony, leader de l'Armée de libération du Seigneur en Ouganda, fait l'objet d'un mandat d'arrestation de la CPI. Il est accusé d'avoir tué ou mutilé des milliers de civils, d'avoir ordonné le viol de milliers de femmes et d'avoir utilisé des milliers d'enfants soldats. La CPI a demandé au Canada sa collaboration dans la recherche et la mise aux arrêts du prévenu. Le Canada a froidement refusé et a même tenté de compliquer la tâche de la CPI dans ce dossier.

En juillet dernier, le procureur de la CPI a requis de la Cour qu'elle lance un mandat d'arrestation contre le président du Soudan. Peu de temps après, le gouvernement a envoyé à La Haye un émissaire spécial qui a rencontré le président Hirsch (un juge canadien) et le procureur Moreno-Ocampo. Officiellement, le gouvernement canadien condamne la conduite du Soudan au Darfour, mais l'émissaire canadien s'est employé à convaincre la CPI que la mise en accusation d'El-Bashir serait une grave erreur. L'envoyé canadien, à partir de notes, a invoqué point par point la position chinoise qui cherche à protéger à tout prix le principal responsable de la mort d'au moins 200 000 civils. Voilà le camp qu'a choisi ce premier ministre, se gardant bien de le dire ouvertement aux Canadiens.

Et, on le sait depuis longtemps, Harper n'est pas un homme qui fait dans la dentelle. Mais il peut pousser ses convictions jusqu'à la pire mesquinerie.

En octobre 2007, le procureur en chef de la CPI a effectué une courte visite à Montréal dans le cadre d'un colloque sur le génocide rwandais. Comme c'est l'usage, son bureau a contacté le ministère des Affaires étrangères et a demandé si des représentants du gouvernement, ministres, députés, etc., seraient intéressés à rencontrer cet homme que partout dans le monde on s'arrache. A la grande surprise du bureau du procureur, aucun politique conservateur, nul membre de ce gouvernement, n'était intéressé à le rencontrer. La seule exception fut la gouverneure générale, qui eut une rencontre très chaleureuse avec le procureur. Lors de cette rencontre, M. Moreno-Ocampo a proposé à Michaëlle Jean de faire une visite à la Cour et d'y prononcer une conférence. Mme Jean fut enthousiasmée par la proposition.

L'été dernier, le chef de cabinet de Mme Jean, que j'ai croisé dans les couloirs de la CPI, est venu pour mettre au point les détails de la visite. L'ambassade canadienne à La Haye contactait déjà des journalistes, dont moi-même, pour s'assurer de pouvoir nous rejoindre facilement.

Et puis paf, un soudain problème d'agenda fait son apparition à Ottawa, alors que Mme Jean avait déjà, ou presque, fait ses valises. Visite et conférence sont annulées. Officiellement, il y a eu confusion dans l'agenda. La réalité est plus simple et plus bête. Mme Jean n'est pas libre de ses mouvements. Elle doit faire approuver ce genre de déplacement par le premier ministre. Et Stephen Harper, premier ministre de ce grand pays défenseur des droits de la personne, a interdit à Mme Jean d'aller prononcer une conférence sur les droits et la justice devant la Cour pénale internationale.

Collaborateur du Devoir



MATHIEU BELANGER REUTERS

Le premier ministre voudrait adopter rapidement les mesures économiques qu'il a promises.

## De la cohabitation à la coopération

Si Jean Charest réussit à établir une forme d'union nationale pour affronter les difficultés économiques, il ne sera pas seul à subir les contrecoups de la crise

ROBERT DUTRISAC

Québec — Jeudi, Jean Charest et Pauline Marois ont rencontré les députés et les candidats défaits de leur formation politique respective. Dans les deux camps, l'heure était aux réjouissances. Les péquistes ont retrouvé leur statut d'opposition officielle; cela leur suffit. Les libéraux ont renoué avec la majorité qui, si mince soit-elle, est parfaitement «gérable», dit-on dans l'entourage de Jean Charest, une majorité tranquille, assurée, normale pour un parti de pouvoir.

Jean Charest veut adopter rapidement les mesures économiques qu'il a promises durant la campagne électorale. Il souhaite convoquer l'Assemblée nationale avant Noël. Après avoir parlé de l'urgence d'agir pendant les 33 jours de campagne, il ne veut pas rester les bras croisés pendant un mois. Un minimum de cohérence s'impose.

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a déjà donné son accord pour que l'Assemblée nationale siège les 22 et 23 décembre. Pauline Marois se fait tirer l'oreille. La chef péquiste et le premier ministre ont eu un tête-à-tête hier, à Montréal, pour discuter principalement de l'échéancier des travaux parlementaires. Du côté libéral, on fait état d'une entente de principe, tandis qu'on conteste cette interprétation du côté du PQ. Les deux camps doivent se rencontrer à nouveau en début de semaine pour régler cette question.

Jean Charest souhaite livrer un discours inaugural avant Noël et confirmer ainsi toute l'attention que son gouvernement entend accorder à la situation économique. «Pendant que des milliers de travailleurs perdent leur emploi, les parlementaires ont-ils le loisir de partir en vacances sans siéger?», se demande-t-on dans le camp libéral.

Déjà, des mises à pied massives ont été annoncées. En Estrie, BRP Canada, cette ancienne division de Bombardier qui fabrique des motoneiges, des motomarines et des tout-terrains a mis à pied 1000 de ses travailleurs pour une période indéterminée. À Lévis, le chantier naval Davie a donné congé à 1100 de ses travailleurs pour la période des Fêtes. Bien que le Québec soit largement épargné, Rio Tinto a annoncé la réduction de 10 % des effectifs mondiaux, soit 16 000 personnes. Et ce n'est qu'un début. Dans les

entreprises manufacturières de toutes les régions du Québec, l'inquiétude est palpable chez les travailleurs même s'ils ne sont pas encore touchés.

Jusqu'à nouvel ordre, Pauline Marois s'oppose à la convocation de l'Assemblée nationale avant Noël en soutenant que le gouvernement n'a pas besoin d'un vote des députés sur un quelconque projet de loi pour adopter les mesures économiques promises. Elle n'a pas tort. Jean Charest est demeuré bien vague sur ce point. Mais peut-être défendra longtemps, sur le plan politique, l'inaction des parlementaires devant une situation économique de plus en plus préoccupante?

Tout au long de la campagne électorale, Jean Charest a répété qu'il avait tiré des leçons de son premier mandat

## Une semaine chargée

Les députés libéraux seront assermentés mardi prochain, tandis que les députés péquistes suivront jeudi. On s'attend à ce que Jean Charest dévoile la composition de son nouveau conseil des ministres mercredi ou jeudi. Il semble acquis qu'il veuille alléger la tâche de Monique Jérôme-Forget, qui conserverait le ministère des Finances, mais céderait le Conseil du trésor, et celle de Michelle Courchesne, qui cumule les ministères de l'Éducation et la Famille.

Le nombre de ministres de ce nouveau cabinet, dans lequel la parité hommes-femmes sera maintenue, passerait de 18 à 24, ce qui permettrait au premier ministre de satisfaire les ambitions de certains de ses députés et d'assurer le délicat équilibre entre les régions. Les libéraux comptent maintenant deux députés en Abitibi, dont l'ancien ministre Pierre Corbeil, et un autre au Saguenay, deux régions où ils étaient absents. Ils ont deux élus à Gaspé et aux Îles-de-la-Madeleine. Après que leur poids eut diminué en 2007 — une seule ministre, Yolande James, les représente —, les anglophones devraient être plus nombreux dans ce nouveau conseil des ministres.

En outre, les départs de Jean-Marc Fournier et de l'homme-orchestre Benoît Pelletier, qui en menait large avec le portefeuille des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones et de la Francophonie, entre autres, feront de la place pour l'arrivée de figures nouvelles. Il ne faudrait pas se surprendre de revoir aux Affaires autochtones Geoff Kelley, qui a été écarté en 2007, alors que le plan Nord requiert d'intenses négociations avec les Premières nations.

Il faut s'attendre à ce que Jean Charest joue de prudence et mise sur l'expérience dans des postes clés. On imagine mal qu'il se passe de l'expertise de Raymond Bachand au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Un ralentissement économique, voire une récession, c'est toujours une période périlleuse pour un gouvernement. En ces temps difficiles, la pression est grande sur certains ministres. Ce n'est guère le temps de prendre des risques avec des ministres qui en sont à leur première armes.

## Un gouvernement de coopération

Tout au long de la campagne électorale, Jean Charest a répété qu'il avait tiré des leçons de son premier mandat, que l'intransigence qu'il avait manifestée alors est chose du passé. Son gouvernement minoritaire, il aimait bien le qualifier — abusivement d'ailleurs — de gouvernement de cohabitation. Son gouvernement majoritaire, il souhaite maintenant qu'il soit marqué par la coopération avec les partis d'opposition.

Le premier ministre a évidemment un intérêt politique à ce qu'il en soit ainsi. S'il réussit à établir une forme d'union nationale afin d'affronter les difficultés économiques, son gouvernement ne sera pas seul à subir les contrecoups de la crise qu'il s'annonce. Gageons toutefois que le PQ, fort de ses 51 élus, s'efforcera d'alimenter la dynamique du système parlementaire britannique qui s'appuie sur une opposition vigoureuse et critique du gouvernement.

L'élection d'un gouvernement majoritaire a changé une chose fondamentale à Québec: le rapport au temps. En situation de gouvernement minoritaire, toutes les échéances étaient rapprochées, les dépôts des budgets donnaient lieu à des psychodrames, l'ADQ se voyait au pouvoir dans les mois qui ont suivi l'élection et le premier ministre n'attendait que le moment propice pour déclencher des élections.

Le temps a maintenant ralenti, pour ainsi dire. Tout le monde sait que le régime libéral est bien en selle pour au moins quatre ans. Les libéraux s'efforcent de gouverner plus efficacement que lors de leur premier mandat. Le PQ dispose de quatre ans pour se préparer à reprendre le pouvoir et déterminer ce qu'il fera de son projet de pays. L'ADQ reste la grande inconnue: elle a tout le temps voulu pour repartir sur de nouvelles bases ou encore pour se saborder.

Le Devoir

## La jeunesse grecque est coincée entre chômage et bas salaires

DIDIER KUNTZ

Athènes — L'explosion de colère sans précédent de la jeunesse grecque depuis une semaine traduit un malaise profond, tant dans le secteur inadéquat de l'éducation que dans le monde du travail, où les inégalités se sont creusées ces 20 dernières années.

En 30 ans, la Grèce s'est radicalement transformée, passant de l'état de pays en voie de développement, principalement agricole, au statut de leader économique du monde balkanique, fort de ses banques, de son tourisme et de sa marine marchande. Tout cela grâce à son adhésion, en 1981, à la Communauté européenne, qui a injecté des fonds massifs dans l'économie. Mais les réformes indispensables, notamment dans l'éducation, la recherche — quasi inexistantes —, la santé et sur le marché du travail n'ont pas suivi.

Surveillés de près par la Commission européenne, les conservateurs grecs, au pouvoir depuis 2004, ont tenté d'assainir les comptes qui avaient explosé avec les très coûteux Jeux olympiques de 2004. Depuis, le ministre de l'Économie, Georges Alogoskoufis, n'a eu de cesse de freiner les dépenses sociales et de privatiser pour rester dans le dénoué du pacte de stabilité. Le budget de l'éducation représente moins de 3,5 % du budget national et, à maintes reprises, depuis deux ans, les lycéens et étudiants ont manifesté, exprimant leur angoisse face à un avenir bouché et réclamant des crédits supplémentaires pour l'éducation. M. Alogoskoufis a refusé de desserrer les cordons de la bourse, la grogne et les ressentiments se sont installés.

## Mélange explosif

La dernière réforme de l'éducation adoptée par la majorité conservatrice est restée vide de contenu. Les familles continuent d'envoyer leurs enfants dans les cours privés du soir pour leur donner une chance d'intégrer l'université, ce qui leur coûte, dès le collège, près de 500 euros par mois.

Et leur diplôme ne leur assure pas forcément de débouché. Le marché du travail n'absorbe que la moitié des quelque 80 000 diplômés par an des universités. Il ne leur reste que «le choix entre le chômage, le départ à l'étranger ou la surexploitation», affirme Savvas Rom-



YIORGOS KARAHALIS REUTERS

Des étudiants grecs ont manifesté hier devant le Parlement à Athènes.

bolis, chercheur à l'Institut du travail (INE) de la puissante Confédération des travailleurs grecs (GSEE, 600 000 adhérents). Selon les chiffres de septembre, la tranche d'âge des 15-24 ans est la plus touchée par le chômage, avec un taux de 24,3 %. Les femmes sont aussi mises à mal, avec un taux de 10,7 %, le double de celui des hommes (5,1 %). «Le chômage des jeunes et leur difficulté à entrer dans le monde du travail s'ajoutent au bas niveau des salaires, entre 700 et 900 euros, aux angos créés par la crise financière et à la hausse des taux d'intérêt. Tous ces facteurs engendrent l'inquiétude et l'insécurité, un mélange explosif que les événements ont révélé», a estimé Manolis Hadzidakis, analyste financier de la société de courtage Figasos.

«La situation est angoissante, nous ne sommes pas parvenus à moderniser le marché du travail, les demandes ont considérablement changé, le niveau des études a baissé», renchérit Stathis Anestis, membre de la direction de la GSEE et responsable de l'INE. «Les jeunes n'ont pas accès au marché du travail, les condi-

tions d'entrée sont pires que du temps de la génération précédente.» Selon M. Anestis, on peut s'attendre, après les Fêtes, à «une vague de licenciements massifs» et à une perte, en 2009, «de 100 000 emplois, ce qui correspond à 5 % de chômage supplémentaire». Cette vague de licenciements devrait toucher, selon M. Anestis, les secteurs du bâtiment, du tourisme et du commerce. Pour M. Rombolis, «la jeune génération ne peut pas s'en sortir, avec un salaire mensuel de 400 à 500 euros, alors que les prix sont du niveau de ceux de l'Allemagne ou de la France».

La situation n'est guère meilleure pour la plupart des Grecs: 40 % des travailleurs gagnent moins de 1100 euros bruts, selon les études de l'INE. La Grèce a le taux le plus élevé de travailleurs pauvres (14 %) des Vingt-Sept. Nombre de salariés sont obligés de recourir à un second travail pour boucler les fins de mois.

Le Monde

## PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Le bon choix



JOHN PARISELLA

Les Québécois ont souhaité se donner un gouvernement stable pour faire face à la crise économique qui s'annonce.

On a beau tenir un discours sur la démocratie, on oublie que les Québécois ont voté pratiquement dans la même proportion pour le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ). Le PLQ et le PQ ont d'ailleurs obtenu un plus grand nombre de votes en 2008 qu'en 2007. Toutefois, on remarque que près d'un demi-million d'électeurs qui avaient voté auparavant pour l'ADQ l'ont boudé lundi dernier. La responsabilité pour l'exercice du vote ne se limite pas exclusivement à un parti ou au premier ministre. C'est plutôt une responsabilité partagée.

Les États-Unis ont vécu un problème semblable pendant près d'un quart de siècle. Ronald Reagan et Bill Clinton ont été élus à la présidence des États-Unis avec des taux de participation oscillant à plus ou moins 50 %. Leur légitimité comme leaders n'a

pas pour autant été remise en question. On pourrait par ailleurs s'inspirer des efforts déployés aux États-Unis depuis cinq ans pour accroître la participation au scrutin. Le taux de participation aux États-Unis a grimpé de plus de 15 % ces dernières années.

## Le sens du mandat

Les défis économiques qui se présentent amènent les partis politiques à collaborer dans un esprit où les intérêts de la population transcendent les intérêts partisans. M. Charest a fait appel à la stabilité, mais aussi à la collaboration. L'appel semble d'ailleurs avoir été entendu par les partis d'opposition. La reconnaissance d'un statut officiel à l'ADQ représente d'ailleurs un premier test. A ce chapitre, l'initiative de M. Charest est à signaler.

L'annonce du départ de Mario Dumont était inattendue. Il faut souligner que la carrière de M. Dumont a été marquante dans le jeu électoral du Québec ces 15 dernières années. Il faut reconnaître le sacrifice que son engagement a pu imposer à ses proches et lui souhaiter bonne vie dans sa phase postparlementaire.

Il est clair que le Parti québécois a fait des gains significatifs — surtout auprès de l'ADQ —, mais sa performance a été bien en deçà de son score historique. Il serait par ailleurs faux de prétendre que le statut d'opposition officielle représente une résurrection de l'option souverainiste. La souveraineté n'était pas sur le bulletin de vote et Mme Marois en

est la principale responsable. Ce n'est pas en parlant amplement de la souveraineté le soir de l'élection qu'on efface le fait qu'on n'en a pas (ou peu) parlé avant. Certes, une victoire morale encourage les troupes, mais comme l'ancien premier ministre Jacques Parizeau le disait: «Une victoire morale n'est en somme qu'une défaite.» Le Parti libéral sort de cette campagne ragaillard. Il a fait des gains assez importants. Dix-huit nouveaux députés grossissent les rangs du parti. Le PLQ a aussi des représentants dans toutes les régions du Québec. Bref, le PLQ est loin d'être «le parti des Anglais». Cela dit, il est indéniablement le plus représentatif de l'ensemble de la population du Québec.

Il y a à peine 18 mois, on parlait de la possibilité que Jean Charest quitte la vie politique. Bien au contraire, il a tiré des leçons du verdict de 2007 et s'est engagé comme jamais auparavant à défendre les intérêts du Québec. Il a réussi avec le concept de la cohabitation à faire fonctionner un gouvernement minoritaire pendant 18 mois, il a obtenu l'appui de 97 % de ses militants et maintenant il obtient un troisième mandat consécutif. Il a réussi à garder son calme, à miser sur l'économie et à présenter une vision d'avenir cohérente pour faire face aux défis économiques. Bref, c'était le bon choix.

John Parisella est professeur associé à l'université Concordia et conseiller spécial du premier ministre Jean Charest.

## (Pas toutes) Mes excuses



JEAN-FRANÇOIS LISÉE

Jean Charest était fidèle à lui-même au lendemain d'une élection boudée par 43 % des électeurs — une catastrophe démocratique. Il n'y est pour rien, dit-il. Il ne connaît ni regret, ni excuses, jamais, sur aucun sujet. C'est sa ligne de conduite. On trouve parfois le travers inverse, soit le cas où, pour reprendre la fulgurante expression d'Yves Boisvert au sujet d'un chef forcé de se dédire, «ses excuses ont dépassé sa pensée». Je vais tenter de naviguer entre ces deux écueils en présentant ici mes excuses mesurées à Jean Charest, à Françoise David et Amir Khadir, puis à Mario Dumont.

À l'ex-et-de-nouveau-premier-ministre d'abord. J'ai douté de l'opportunité de tenir cette élection. Je m'en accuse et je me rends rétrospectivement, d'un point de vue souverainiste, c'était exactement la chose à faire. Primo, M. Charest est majoritaire. Lui et son parti seront les seuls responsables de l'ensemble des me-

sures prises (et non prises) pour atténuer les impacts d'une crise qui fera naître mille mécontentements. D'ici quatre ans, donc après deux mandats libéraux et demi, au moment où la force naturelle de l'alternance sera la plus grande, M. Charest (ou, comme je le crois, son successeur) aura à survivre ou à mourir sur la foi de son bilan, sans la moindre échappatoire. Secundo, l'élection enlève à l'ADQ tout pouvoir de faire ou de défaire le gouvernement libéral, donc elle le marginalise au-delà même de son recul électoral. Tertio, on savait que l'élection allait faire de Pauline Marois la chef de l'opposition. On ne savait pas qu'elle allait consolider son leadership, modifier son image (finie la snob-sans-sens-de-la-répartition-au-bout-de-ses-forces), élargir son équipe, lui donner un élan salutaire. Au total, cette élection positionne le PQ vers le pouvoir mieux que toute autre configuration de forces depuis 1994.

Amir Khadir et Françoise David m'en ont voulu d'avoir prévu qu'ils allaient «passer une mauvaise soirée» le 8 décembre. Ils en ont passé une fort bonne, grâce à l'élection d'Amir Khadir dans Mercier, et je me mords évidemment la langue. N'eût été l'élection d'Amir, ma langue se porterait mieux. Car au total, dans ce contexte d'abstention historique, alors que les deux «vieux partis» ont péniblement fait progresser leur électorat (PQ: +1,3 %, PLQ: +3,7 %), Québec solidaire, jeune parti, a perdu, lui, 20 000 voix, donc 15 % de son total.

Mes excuses les plus senties vont à Mario Dumont. J'avais connu le militant de 20 ans à l'admirable force de caractère, face à l'éteignoir puissant et retors qu'était Robert Bourassa. Je l'ai retrouvé dans la coalition souverainiste de 1995. Au début de la campagne référendaire, l'échec du OUI, sinon sa déroute, semblait certain. Il lui aurait été facile de se défausser et de s'en tirer indemne. Il a choisi d'assumer son choix jusqu'au bout, stoïque, déterminé et solidaire. Dans *Le Naufrageur*, en 1990, je prédisais à son parti un décès rapide. J'avais gravement sous-estimé la capacité de Mario Dumont de percevoir, d'aviver et de canaliser le mécontentement d'une partie de la classe moyenne pour faire de l'ADQ une force réelle qu'il a portée, en avril 2007, jusqu'aux portes du pouvoir. C'est le drame de sa vie qu'il n'ait su, ensuite, lui faire franchir le dernier pas. Nous sommes donc face au parcours flamboyant d'une figure politique ayant marqué le Québec mais n'ayant pu réaliser son rêve. Voilà qui le met en fort bonne compagnie, dans le club des anciens chefs de parti.

Jean-François Lisée est directeur exécutif du CERJUM de l'Université de Montréal et ancien conseiller des premiers ministres Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. Il s'exprime ici à titre personnel.

## Dumont, du vrai!



MARIE GRÉGOIRE

À l'image de la dernière campagne électorale qu'il a menée comme chef de l'Action démocratique du Québec et plus largement à l'image de sa vie politique, Mario Dumont quitte la direction de son parti avec beaucoup de dignité et un sens des responsabilités qu'on lui a toujours reconnu. Il assume pleinement ce dont il est responsable et juge que le moment est propice pour que sa formation politique passe à une autre étape et soit dirigée par quelqu'un d'autre.

L'histoire déterminera la mesure de sa contribution à la vie politique québécoise. Mais il y a selon moi un élément fondamental du projet adéquate qui mérite aujourd'hui d'être rappelé. L'arrivée de Mario Dumont et de l'ADQ à l'Assemblée nationale du Québec a permis d'ajouter un nouvel axe de discussion et de débat au Québec. Nous avons réussi à parler davantage, notamment, de démographie, de famille, d'économie. Bref, tout ce qui se discute dans le reste du monde. Nous étions auparavant pris dans l'axe fédéralistes

contre souverainistes. Avec l'ADQ à l'Assemblée nationale, nous avons assisté à une réorganisation dans un axe plus classique, soit l'axe gauche-droite. Nous sommes sortis du paradigme dans lequel nous évoluons. Nous avons perdu nos ornements et avons vu le Québec autrement. Ce n'est pas négligeable.

C'est d'ailleurs cette contribution qui permettra à l'ADQ de survivre. Les fondateurs sont aujourd'hui en mesure de passer sans crainte le flambeau à la relève. Mario Dumont a réussi à mobiliser des hommes et des femmes qui ont eu envie de porter les couleurs de l'ADQ. En 2007, 41 d'entre eux ont été élus. Des 39 personnes présentes à la dissolution du Parlement, nombreux sont ceux qui retourneront dans leur milieu et agiront comme des ambassadeurs de l'ADQ. D'une façon ou d'une autre, ils continueront de contribuer au projet adéquate et lui donneront, j'en suis convaincue, un deuxième souffle.

Pour la suite des choses, l'ADQ devra se recentrer sur ses valeurs. Le parti a le temps de le faire. Mario Dumont a promis qu'il fera une transition harmonieuse. Il pourrait très bien y avoir un chef intérimaire. Aujourd'hui, nous pouvons souhaiter que la campagne au leadership et les idées que défendront les aspirants correspondent aux valeurs fondamentales du parti. Tout le concept des rôles de l'État, du citoyen et de la communauté est fondamental. L'approche Québec d'abord.

Il va par ailleurs falloir que les sept candidats adé-

quistes élus lundi dernier par plus de 16 % de la population aient un droit de parole et des outils pour travailler convenablement à l'Assemblée nationale. Pour M. Charest, il est moins contraignant de reconnaître l'ADQ. Peu lui importe qui pose les questions. Il faudra aussi que le Parti québécois comprenne que l'ADQ a une contribution à apporter à la vie démocratique du Québec. On lui demande seulement d'être cohérent avec ce qu'il a déjà reconnu avant la dissolution de la Chambre, c'est-à-dire la réforme parlementaire, qui proposait qu'avec 15 % du vote populaire et cinq députés élus sous une même bannière, un parti pouvait être reconnu. En tant que citoyen, il faut demander au Parti québécois d'être cohérent avec sa position passée. Quand Mme Marois dit qu'elle veut attendre que la totalité du projet de réforme parlementaire soit acceptée avant d'aller de l'avant, je crois que c'est un peu court comme argument. Il faudrait donner des outils maintenant à ce groupe parlementaire de l'ADQ, surtout que le principe était déjà accepté et reconnu par tous. Le PQ doit être cohérent et faire après les élections ce qu'il disait avant celles-ci.

Marie Grégoire est vice-présidente aux communications et au marketing du cabinet de relations publiques MKPD et membre du Club des ex diffusé à RDI.

Propos recueillis par Marco Bélair-Cirino

## Un authentique patriote



MICHEL DAVID

Durant la campagne électorale, les journalistes qui suivaient la tournée de Mario Dumont ont eu la surprise de voir le maire de Huntingdon, Stéphane Gendron, s'inviter à leur table lors d'un déjeuner public dans un centre communautaire de Saint-Rémi.

Même en connaissant le personnage, ils ne s'attendaient pas à l'entendre casser du sucre sur le dos de M. Dumont avec un pareil sans-gêne. Réclamer ouvertement le départ du chef à une semaine des élections constitue un manque de solidarité indécent.

Il est de notoriété publique que M. Gendron voulait être candidat adéquate depuis des années, mais M. Dumont avait bien raison de dire qu'aucun chef de parti n'aurait voulu d'un *loose cannon* comme lui dans son équipe.

Le maire en a remis cette semaine dans une chronique publiée dans *Le Journal de Montréal*, dont le

titre, «Exit Mario Dumont», annonçait le ton. Au moment où les adéquate se désolaient du départ de leur chef et soulignaient sa contribution, M. Gendron le passait plutôt à la moulinette, tout en offrant ses propres services à mots à peine couverts. D'une rare inélegance.

Le nouveau député de Chauveau, Gérald Deltell, l'a dit le plus délicatement possible hier, mais s'il y a une chose dont l'ADQ n'a pas besoin, c'est bien de tomber sous la coupe d'un amateur public. Le simple fait que M. Gendron participe à une éventuelle course à la chefferie la couvrirait de ridicule. Le dernier service que M. Dumont pourrait rendre à son parti serait de s'assurer qu'il ne soit pas sur les rangs.

Le maire de Huntingdon a comparé M. Dumont à l'ancien chef libéral Georges-Émile Lapalme, un intellectuel qui avait fortement contribué à préparer la Révolution tranquille mais qui avait dû laisser Jean Lesage en prendre la direction.

La comparaison est particulièrement mal choisie. M. Dumont est tout le contraire d'un intellectuel. On l'a dit et répété: c'est essentiellement un instinctif, comme l'est également Jean Charest.

C'est ce remarquable instinct qui lui a permis de survivre à toutes les années durant lesquelles il aurait dû être broyé sous le choc de l'affrontement entre fédéralistes et souverainistes. Au moment où tout semblait perdu, ce flair l'a poussé à saisir sans trop réfléchir la perche des accommodements raisonnables. Lui-même a été renversé par l'ampleur de la tempête qu'il a déclenchée.

On ne peut toutefois pas développer une vision de l'avenir d'une société simplement par instinct. La remise en question du modèle québécois qu'il a proposée nécessitait une réflexion en profondeur qu'il n'était pas à même de faire.

M. Gendron n'a pas tort quand il évoque sa peur de s'entourer de gens plus compétents que lui. Après les résultats décevants des élections de 2003, il avait eu raison d'éloigner les gourous qui tentaient de lui imposer leur propre programme, mais l'absence de gens d'expérience et de sagesse a été très coûteuse au cours des 18 derniers mois.

Il n'y avait pas à l'ADQ l'équivalent d'un Louis Bernard, qui a rendu des services inestimables à l'opposition péquiste entre 1970 et 1976. Au lendemain des élections de mars 2007, Jean Allaire et Yvon Picotte avaient proposé à M. Dumont de former un comité de sages, qui aurait pu apporter une aide précieuse, mais il ne voulait pas de belles-mères dans son entourage.

Il aurait pourtant eu besoin d'un mentor. M. Dumont a indéniablement apporté une certaine fraîcheur au débat politique, mais il a aussi conservé un petit côté juvénile, qu'illustre très bien son intention de se transformer en *cheerleader* et de battre du *thunderstick* lors du prochain congrès de son parti.

Il a déclaré que la plus grande déception de sa carrière aura été d'être passé à seulement cinq sièges d'être élu premier ministre du Québec. Avec le recul, on frémit à l'idée des dommages qu'aurait pu causer une équipe aussi mal préparée à gouverner.

Même si la performance de l'ADQ depuis un an et demi a constitué une énorme déception, il serait cependant injuste d'apprécier la contribution de Mario Dumont à la société québécoise sur cette seule base.

Si l'ADQ a indéniablement été utile dans son rôle de «laboratoire d'idées», c'est avant tout le débat sur la question nationale qui, au début des années 1990, a révélé en Mario Dumont le politicien le plus talentueux de sa génération et un authentique patriote.

En réalité, c'est peut-être moins en 2007 qu'en 1995 que le chef de l'ADQ a manqué sa chance de passer à l'histoire. Si le OUI l'avait emporté, il aurait été considéré à juste titre comme un des pères de l'indépendance, aux côtés de Jacques Parizeau et de Lucien Bouchard. D'ailleurs, peu importe ses circonvolutions constitutionnelles, je demeure convaincu que, s'il devait y avoir un autre référendum, il serait encore dans le camp du OUI.

Personnellement, le meilleur souvenir que j'en conserverai est celui du président de la commission jeunesse du PLQ, qui a tenu tête à Robert Bourassa avec un rare courage, malgré les énormes pressions dont il était l'objet.

Quand il a quitté le PEPS de l'Université Laval, en août 1992, en compagnie de Jean Allaire et d'une poignée de dissidents libéraux, pour protester contre l'entente de Charlottetown, dans laquelle M. Bourassa ne croyait pas lui-même, la patrie avait clairement pris le pas sur le parti.

Avant de se réfugier dans l'utopie d'une troisième voie qui ne présente aucun intérêt pour le reste du Canada, sa contribution au débat avait été considérable. Le «partenariat» que lui et Lucien Bouchard ont imposé à Jacques Parizeau était tiré directement du programme adéquate. C'est également M. Dumont qui a dépossédé le vieux projet d'une constitution québécoise, que le PQ a finalement repris à son compte, et proposé l'instauration d'une citoyenneté québécoise.

Merci, Mario, et bonne chance pour la suite.

mdavid@ledevoir.com

## ÉDITORIAL

GM, FORD ET CHRYSLER

## La chèvre ou le chou

Le Sénat américain ayant rejeté le plan de sauvetage de l'industrie automobile, l'administration Bush s'est fait violence. Littéralement. En effet, elle entend faire ce qu'elle avait refusé d'envoyer jusqu'à présent: paier des milliards dans les 700 milliards réservés aux banquiers et assureurs.

Au terme de quelques nuits blanches et de multiples marchandages entre élus du Congrès, dirigeants de GM, Ford et Chrysler, leaders syndicaux et représentants des centaines d'entreprises qui fabriquent des biens et services nécessaires aux trois de Detroit, les républicains ont donc décidé de faire mordre la poussière au projet de secours. Parmi les arguments formulés pour justifier ce veto, on retiendra ce dégoût quasi fanatique de tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'État affiché par nul autre que Mitch McConnell, le leader des républicains.

Sénateur du Kentucky, ce dernier a opposé un niet parce que les 15 milliards prévus portaient l'empreinte de l'État. Faut-il rappeler que l'État n'entend pas demeurer actionnaire de GM et autres *ad vitam aeternam*? Faut-il rappeler qu'il ne s'agit pas d'un don, mais d'un prêt? Faut-il rappeler que, sans aide du gouvernement, les 240 000 employés de GM et consorts, les 600 000 employés de leurs fournisseurs et les personnes qui gravitent aux alentours vont pointer au chômage? Faut-il rappeler que la ville de Detroit et l'État du Michigan sont à quelques pas de la faillite? Enfin, faut-il rappeler que c'est justement cette haine féroce de l'État — de tout ce qui lui ressemble de près ou de loin, répétons-le — qui est responsable, en partie il est vrai, du maelström économique dans lequel la planète est plongée?

C'est parce qu'on a déréglé dans les moindres recoins, permis à tout un chacun de faire n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand, laissé les politiciens feindre la crédulité en autorisant l'autodiscipline tous

azimuts, que nous sommes confrontés à la pire crise depuis 1929. A cet égard, la chose est entendue. Les impacts de la présente crise ressembleront plus à ceux des années 30 qu'à ceux des années 90. La chose est entendue, on le répète, mais il faudrait encore une fois laisser faire les croisés du laisser-faire comme McConnell.

Que l'administration Bush songe très sérieusement à utiliser une partie des sommes allouées aux banques pour venir en aide à l'automobile en dit beaucoup sur la fragilité de l'industrie et des échos certainement dramatiques qu'aurait la faillite ne serait-ce que de l'un d'entre eux. Il faut préciser que le plan présenté au Sénat, et que la Chambre des représentants avait adopté, a été élaboré conjointement par les élus démocrates et la Maison-Blanche. Il faut...

Il faut surtout préciser que ce plan n'a rien de définitif. En fait, il s'agit d'un plan pour parer à l'urgence. Si GM et Chrysler ne disposent pas de liquidités d'ici la fin du mois, elles déclareront faillite. Dans la foulée, une ribambelle de gros et petits fournisseurs devraient plier bagages. Et ensuite? Honda et Toyota, pourtant concurrents de GM et autres, assurent qu'elles seront sérieusement ébranlées s'il y a une cascade de faillites de fabricants de pièces.

Au Canada, les maires des villes ontariennes où cette activité économique est prépondérante ont lancé un autre appel au secours. Après de quoi? Du gouvernement Harper, qui en la matière navigue littéralement à vue. S'il y a un aspect sur lequel il y a lieu de méditer, au Canada s'entend, c'est le fait que les démocrates disposent de toutes les rênes du pouvoir fin janvier. Et alors? Le parti des Roosevelt, Clinton et Obama a toujours été plus protectionniste que les républicains. Si Ottawa reste les bras croisés, on peut supposer qu'il y aura une riposte de Washington, dont l'ampleur demeure évidemment inconnue.

Chose certaine, il n'y a pas d'alternative, ni de plan B, ni de baguette magique. D'autant que les experts de l'industrie affirment que GM ou Chrysler ne peuvent pas se mettre sous la protection de la loi de la faillite, comme cela se fait couramment dans d'autres activités. La raison en est toute simple: à cause de la garantie, de la valeur réelle de celle-ci, le consommateur achètera une Toyota ou une Nissan, et jamais une auto construite par une entreprise structurellement en faillite.

Au fond, le dilemme n'a rien de compliqué. Si GM arrête ses activités, l'effet systémique qui s'ensuivra au cours de la seule année 2009 grossira de trois millions la cohorte de chômeurs. Cela a totalement échappé aux sénateurs républicains. Du moins à leur leader.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



## LETTRES

## Nominations scandaleuses

Je trouve réellement scandaleuse la volonté du gouvernement conservateur de Stephen Harper de vouloir nommer 18 nouveaux sénateurs alors que le pays est présentement en récession, selon ce qu'affirme la Banque du Canada. Alors qu'il disait pas plus tard qu'hier que la situation nécessitait de discuter avec le nouveau chef du PLC pour trouver des solutions pour s'attaquer à la crise financière, voilà que M. Harper va distribuer les cadeaux allégrement.

Le premier ministre du Canada pourrait-il se servir de son jugement et se garder une petite gêne alors que des milliers d'emplois disparaissent à grande vitesse. Quelqu'un pourrait-il lui expliquer qu'agir de la sorte ne fait que cristalliser l'opinion du public selon laquelle les politiciens vivent bien souvent sur une autre planète?

Finalement, Stephen Harper a-t-il compris que la réélection de son gouvernement, il y a quelques semaines, se voulait un message limpide de la population qui s'attend à davantage de rigueur et moins de vulgarité partisane politique?

Jean-Guy Gagné

Rimouski, le 11 décembre 2008

## Échec du matraquage électoraliste

Remercions Pierre Graveline (*Le Devoir* du 10 décembre 2008) et Pierre Foglia (*La Presse* du 11 décembre 2008) d'avoir été parmi les très rares à rappeler une évidence que les établissements politiques et médiatiques ne pouvaient bien évidemment qu'occultier: l'abstentionnisme est un choix politique éclairé. Un bras d'honneur à la prétendue délégation du pouvoir populaire, qui n'est en fait rien d'autre que sa confiscation. Un pied de nez à un système «démocratique» dont la loi électorale et le mode de scrutin iniques perpétuent l'alternance au pouvoir de blanc bonnet et bonnet blanc.

La propagande électoraliste a bien essayé de persuader l'électorat de se conduire en troupeau «civique», martelant sans désemparer un argumentaire dont l'ineptie est trop patente pour qu'il faille s'y attarder: «des gens sont morts pour le droit de voter»; «bien des pays en sont encore privés»; «il faut voter pour avoir ensuite le droit de critiquer le gouvernement»... Mais cela n'a pas fonctionné, et l'abstentionnisme a prévalu de façon éclatante. Car nul besoin d'être follement instruit pour observer que capitalisme et démocratie indirecte se sont épanouis de concert; qu'au sein des pays les plus riches et les plus incontestablement démocratiques, l'écart entre riches et pauvres ne cesse de croître; que, forte de la puissance décrébrante du discours publicitaire, la démocratie dont on se gargarise tant — ce «plus mauvais système politique au monde, à l'exception de tous les autres», selon le mot rusé de Churchill — est précisément ce qui assure la domination durable (car non sanglante) des dominants.

On peut certes se réjouir de l'élection d'Amir Khadir, mais à condition de ne pas oublier que, lorsque la gauche sociale devient gauche politique, elle risque aussi de devenir gauche politique, et de conforter ainsi le pouvoir qu'elle avait pour mission de combattre. Telle a été, par exemple, l'évolution des partis socialistes français et espagnols qui, depuis belle lurette, n'ont plus de socialiste que le nom usurpé.

Luis Carlos Fernández

Montréal, le 11 décembre 2008

## «Nous sommes sous ses ordres»

«Nous sommes sous ses ordres.» Voilà ce que M. Ignatieff, nouvellement couronné chef par intérim du Parti libéral du Canada, a affirmé le 10 décembre dernier, sur les ondes de Radio-Canada, à propos de la gouverneure générale, Son Excellence Mme Michaëlle Jean. Je trouve déplorable de la part d'un politicien de mettre l'avenir politique du Canada entre les mains d'un personnage politique nommé et non élu. Cette affirmation est totalement antidémocratique, et M. Ignatieff a complètement manqué le bateau s'il essayait de charmer les Québécois. Il a mentionné que, selon la constitution, c'était le ou la gouverneure générale qui devait choisir en temps de crise comme celle qu'on vit en ce moment à Ottawa. C'est la preuve bien simple que le système dans lequel nous vivons est archaïque et antidémocratique. Je pensais que le poste de gouverneur général n'était que symbolique. Imaginez, c'est la représentante de la reine d'Angleterre qui va décider pour l'ensemble des Québécois si des élections vont être déclenchées ou pas. Quelle absurdité!

Wassim Aboutanos

Gatineau, le 10 décembre 2008

## Racheter Alcan, relancer le Québec

Les difficultés actuelles — et graves — de Rio Tinto offrent pour le Québec une occasion inespérée et unique de racheter Alcan. Non, ce n'est pas de la pure folie, au contraire.

La crise actuelle le justifie amplement. La dette actuelle de 38 milliards \$US, soit exactement le montant versé pour l'acquisition d'Alcan en 2007, combinée aux difficultés de financement découlant de la crise financière et de la dépression sans précédent des prix des matières premières ont mis à mal les finances de la multinationale des métaux. Rio Tinto est avant tout un consortium minier. La production d'aluminium reposant essentiellement sur l'énergie lui est étrangère. L'absorption d'Alcan l'aura conduite à s'endetter au-delà de sa capacité à faire face à ses obligations courantes dans ses autres secteurs d'activités, essentiellement au niveau minier, sa vocation première.

Cette erreur lui vaut aujourd'hui une dépression de ses actions, la colère des investisseurs et l'obligation d'abolir 14 000 emplois dans le monde, des gens, y compris IOC et QIT Fer et titane, qui n'ont rien à voir avec l'aluminium. Un consortium composé de la SGF, d'Hydro-Québec — à eux seuls, les barrages de Shipshaw, d'Isle-Maligne et de Chutes des Passes valent sûrement au moins 10 milliards de dollars — et de la Caisse de dépôt permettrait de retirer cette épine du pied de Rio Tinto. Mais surtout, un tel rachat ferait en sorte de corriger l'erreur honteuse pour les Québécois d'avoir ainsi laissé aller ce que nous avons payé dix fois au cours des ans, par l'hydroélectricité fournie à Alcan pour presque rien.

De plus, un retour à une gouvernance responsable de la multinationale conduirait Alcan à revoir ses projets risqués sur les plans financier et environnemental en Islande, en Afrique du Sud et en Arabie saoudite où, du moins dans ces deux derniers cas, des questions se posent sur le fait de transformer du charbon et du pétrole en aluminium. Cela permettrait également de récupérer enfin la propriété du Saguenay et du Lac-Saint-Jean. Ce n'est quand même pas rien! Le 8 août 2007, Québec accordait sans réserve son appui à la vente d'Alcan à Rio Tinto. Qu'en pense maintenant le ministre Bachand?

Claude Girard

Montréal, le 10 décembre 2008

## LIBRE OPINION

## Changement de donne

Manon Cornéliier

L'arrivée de Michael Ignatieff à la tête du Parti libéral du Canada a suscité un léger soulagement. À la suite de la crise politique des dernières semaines, plus personne ne comptait sur Stéphane Dion pour faire entendre raison à Stephen Harper ou encore pour modérer les transports de la coalition libérale-néodémocrate. En procédant rapidement et en affichant son unité, le PLC a rassuré, d'autant plus qu'Ignatieff a fait forte impression lors de sa première conférence de presse.

Stephen Maher, du *Halifax Chronicle-Herald*, soupçonne d'ailleurs que le premier ministre Harper est un peu plus nerveux depuis. Selon Maher, le mauvais calcul de Harper et les bouleversements qu'il a entraînés chez les libéraux pourraient avoir des conséquences désastreuses pour son parti. Ignatieff est plus compétent et charismatique que Dion, plus centriste, plus éloquent dans les deux langues officielles et peu disposé à se laisser intimider par Harper. Ignatieff a ses points faibles et a beaucoup publié. Cela signifie qu'il a quelque chose à dire, mais aussi «qu'il y a des millions de mots qui pourront être utilisés contre lui par ses opposants politiques».

Le *Victoria Times-Colonist* apprécie la modération du nouveau chef du PLC. Il dit y voir sagesse et sens des responsabilités et se demande si Harper peut en faire autant. Le *Colonist* avertit les conservateurs de «ne pas permettre au manque de jugement de Harper de ruiner leur gouvernement». Au *Globe and Mail*, on

se félicite de voir cette affaire résolue et d'entendre le nouveau chef ramener les projecteurs sur ce qu'il se doit, c'est-à-dire le premier ministre Harper, qui a eu la partie trop facile jusqu'à présent. «Si M. Harper ne change pas sa façon de traiter le Parlement, maintenant que M. Ignatieff dirige l'opposition, le temps qu'il passe au poste de premier ministre sera fort probablement du temps emprunté», dit le *Globe*.

Au *National Post*, on a plutôt affiché un fort anti-intellectualisme, traitant de mépris le remplacement d'un universitaire par un autre. On décrit même Ignatieff comme le maître de l'examen de nombril (*navel-gazer-in-chief*). Le *Post* parle d'une «farce». Comment se fier à un chef qui, comme Ignatieff, a pris des positions controversées par le passé pour ensuite s'en distancier?

## Suivi par un passé

C'est vrai qu'Ignatieff a un passé qui pourrait le hanter, avertit Harroon Siddiqui, du *Toronto Star*. Il rappelle, entre autres choses, l'appui initial d'Ignatieff à la guerre en Irak et son approbation des techniques d'interrogation musclées à l'égard des terroristes, lui qui affirmait être opposé à la torture. Dire qu'Ignatieff se prononçait à titre d'intellectuel n'est pas une excuse, dit le chroniqueur. «Il fut un participant actif du débat public américain avant et après le déclenchement des guerres en Afghanistan et en Irak. Il fut un de ces libéraux — un professeur de droit de la personne à Harvard, rien de moins — qui ont fourni un paravent intellectuel aux politiques néoconserva-

trices de Bush.» Ignatieff, dit Siddiqui, est un véritable penseur, intelligent, éloquent, capable d'établir une vision pour le Canada et le monde, mais il ne pourra pas effacer son passé.

## Et l'avenir?

Maintenant qu'ils ont pris un raccourci pour se choisir un chef, les libéraux doivent démontrer leur crédibilité, conclut le *Vancouver Sun*. Le procédé choisi pour la direction du parti s'imposait étant donné les circonstances, dit le *Sun*, mais cela prive le parti d'une course qui aurait contribué à son renouvellement. Le PLC a besoin d'une organisation, d'argent, de militants, et il doit montrer qu'il est capable de mettre en avant un programme politique centré.

Une frange de la presse anglophone a dénoncé le procédé, ce choix fait «derrière des portes closes» par une clique d'élus et d'éménages grises. Bob Hepburn, du *Toronto Star*, compare carrément la manœuvre à celles de la grande cour anglaise qui, au XVI<sup>e</sup> siècle, prenait des décisions arbitraires contre les opposants au roi. Hepburn ne remet pas en question la compétence d'Ignatieff, mais il dit qu'en acceptant d'être choisi de cette manière, le nouveau chef libéral laisse planer un doute sur sa véritable ouverture.

Selon Dan Gardner, de l'*Edmonton Journal*, il était temps au contraire que les députés libéraux fassent quelque chose correctement, «même si ce fut pour les mauvaises raisons». Le chroniqueur rappelle que la tradition britannique veut qu'un premier ministre dépende de la confiance de ses députés pour conserver

ce poste. Quand cette façon de faire est respectée, il devient impossible pour le chef de traiter ses troupes comme des moutons puisque son avenir repose sur leur consentement. Tout ceci a changé avec l'adoption par les partis d'un mode de sélection des chefs par les membres. Gardner est critique à l'égard de ce système et donc heureux de la décision du caucus libéral, mais il ne s'illusionne pas. Il est persuadé que les députés retrouveront rapidement leur docilité.

## Malaise québécois

L'élection québécoise a suscité un nombre modeste de réactions, la plupart applaudissant à la victoire majoritaire de Jean Charest. Le *Vancouver Sun*, par contre, note que Jean Charest est passé proche de perdre son pari. Le quotidien lit dans les résultats de lundi l'expression d'un «malaise québécois», surtout lorsqu'il voit le nouvel élan donné au Parti québécois et la bonne performance du Bloc québécois aux élections fédérales d'octobre. «Cette persistance des partis séparatistes est une médecine amère pour les fédéralistes, en particulier pour ceux qui espéraient une nouvelle ère politique» avec la montée en force de l'ADQ en 2007. Le *Sun* constate qu'à nouveau les fédéralistes n'ont nulle part où aller sauf au Parti libéral du Québec. «Ce n'est pas sain. Les gens devraient être capables de voter avec enthousiasme pour un parti qu'ils appuient. [...] Trop de Québécois sentent qu'ils doivent voter de façon défensive.»

mccornellier@ledevoir.com

## IDÉES

La place du privé dans les soins de santé

## Le chat sort du sac

DR RÉJEAN HÉBERT

Chercheur émérite, Réseau québécois en santé des populations, Doyen, Faculté de médecine et des sciences de la santé, Université de Sherbrooke et candidat du Parti québécois aux élections du 8 décembre dernier

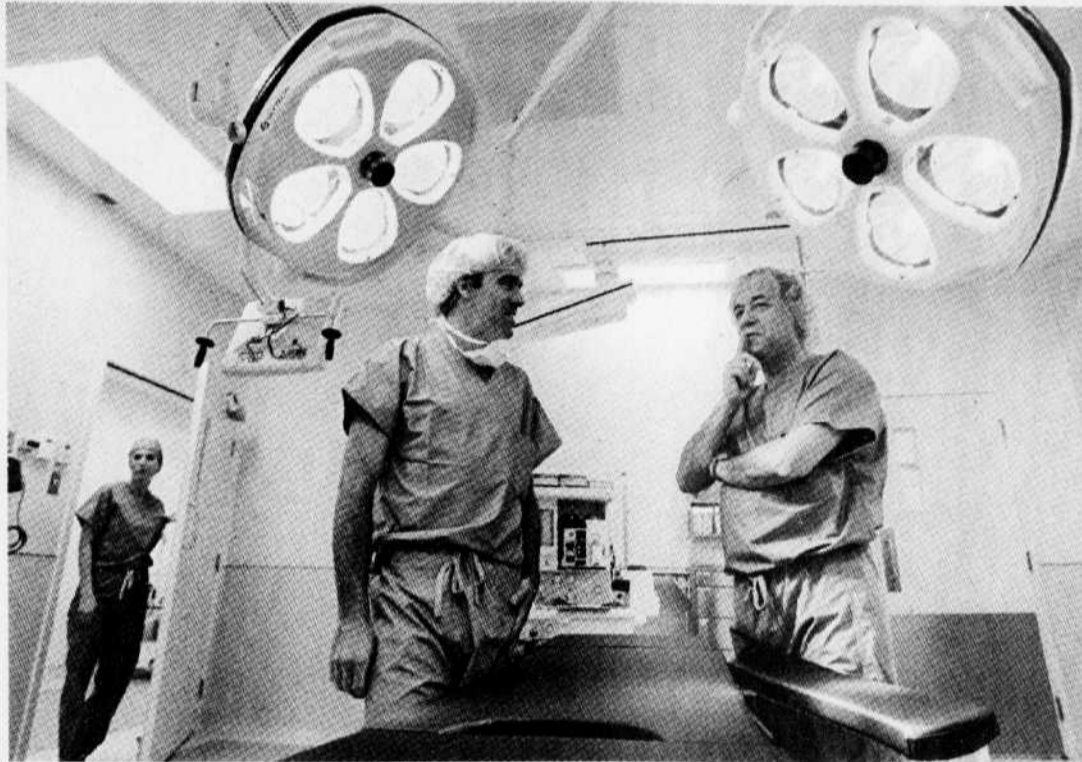
Lors d'une conférence tenue devant les membres de l'Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux, l'ex-ministre de la Santé et des Services sociaux Philippe Couillard a enfin présenté clairement sa pensée quant au système de santé. Il faut plus de privé en santé et permettre l'assurance privée duplicative, des hôpitaux privés et la mixité de la pratique médicale. Il reprend ainsi à son compte le programme de l'ADQ qu'il a pourtant toujours officiellement décrié.

Les personnes averties le savaient déjà; la stratégie utilisée par le gouvernement libéral ces dernières années pour introduire subtilement le privé dans le système de santé se décode assez facilement. Le lobby du privé est très efficace pour percer le dernier marché qui lui échappe en Amérique du Nord. Ce lobby finance des pseudo-instituts de recherche qui publient des études douteuses et biaisées, en plus de soutenir leur large diffusion publique. Ce lobby a obtenu du gouvernement la mise sur pied de deux commissions présidées par des apôtres du privé (Ménard et Castonguay) qui concluent (surprise) qu'il faut ouvrir notre système de santé au privé. Faute d'arguments scientifiques et politiques, il ne restait plus qu'à trouver un alibi juridique. C'est ce qu'a apporté (comme par hasard) le jugement de la Cour suprême dans la cause Chaoulli. Le gouvernement libéral pouvait ainsi justifier l'ouverture du système au privé, d'abord pour trois types de chirurgies seulement, mais la loi prévoit l'extension illimitée par simple voie de règlement, ce qui a été fait pour plus de 50 autres interventions par M Couillard, juste avant son départ pour un poste dans le secteur privé. Habile.

Le gouvernement libéral et son ministre vedette de la Santé prenaient pourtant bien soin de rassurer la population en réaffirmant, à qui voulait l'entendre, leur croyance dans le système de santé public. Rien d'étonnant quand on sait l'attachement de la population à ce système de santé et sa réticence à ce qu'il soit privatisé. Il fallait donc jouer d'astuce pour le faire sans le dire.

## Performance

Dans sa récente conférence, M Couillard répand encore des faussetés sur la performance de notre système de santé. Il oublie qu'il est largement démontré que le système public contrôle mieux l'augmentation des coûts puisqu'il n'y a pas d'incitatifs financiers à multiplier les actes. L'exemple le plus flagrant vient des États-Unis, où plus de 15 % du PIB sont consacrés à la santé, contre moins de 10 % au Québec. L'augmentation exponentielle des coûts liés à la couverture privée d'assurance-maladie pour les employés est d'ailleurs un des facteurs expliquant les difficultés économiques de plusieurs entreprises américaines, notamment les géants de l'auto. M Couillard oublie aussi de dire que le Québec se situe dans le peloton de tête pour la plupart des indicateurs de santé: espérance de vie, mortalité infantile, mortalité par cancer. Loin devant les États-Unis. Pour l'accès, qui semble chatouiller M Couillard, nous n'avons aucune leçon à



Le bloc opératoire à la clinique privée Rockland

recevoir de nos voisins du sud, chez qui près de 40 % de la population n'a même pas accès aux services de santé, faute de moyens financiers.

## Disponibilité

Dans un contexte de pénurie de médecins et d'infirmières, toute ouverture au privé diminuera d'autant la disponibilité des professionnels de la santé au système public et diminuera surtout l'accès des clientèles vulnérables. Il est faux de prétendre que les médecins travailleront plus s'ils pratiquent en parallèle dans le privé. La tendance est claire: les médecins travaillent de moins en moins et sont davantage soucieux de l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. D'ailleurs, le plafond salarial qui limitait auparavant la pratique médicale dans le système public n'existe plus. Malgré cela, les médecins ne travaillent pas plus, au contraire. Une mixité (public-privé) de la pratique entraînera donc inévitablement une réduction des heures consacrées au système public. Et c'est déjà observable en radiologie, la seule discipline où la mixité est autorisée. Il n'y a pas eu d'amélioration de l'accès au système public par l'ouverture au privé, au contraire. Ceux qui ont le plus accès sont ceux qui ont les moyens de payer, pas ceux qui en ont le plus besoin.

Là où les propos de M. Couillard m'ont le plus choqué, c'est quand il considère la médecine de famille comme une utopie («le D' Welby n'existe plus»). Quelle méconnaissance de la médecine de famille du XXI<sup>e</sup> siècle! C'est vrai, le D' Welby n'existe plus, mais la médecine de famille est plus vivante que jamais. Elle se pratique maintenant en groupe (les Groupes de médecine de famille ou GMF), et c'est le groupe qui offre l'ensemble des services, une situation plus stable et solide que lorsque les services ne reposaient que sur un seul individu. Une évolution qui améliore sensiblement la qualité et l'accessibilité aux services, en plus d'assurer aux médecins une qualité de vie et de pra-

tique bien supérieure. Les préjugés de M. Couillard sont probablement à l'origine du retard de l'implantation des GMF dans toutes les régions du Québec: il en manque encore 150, alors que le réseau devait être complété en 2005. Cela explique aussi pourquoi la prise en charge et le suivi des clients n'ont pas été prioritaires, contrairement à la pratique à l'hôpital, en centre d'hébergement et à l'urgence. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les jeunes médecins de famille ne prennent pas en charge des patients: ils sont plutôt orientés vers d'autres activités, utiles certes, mais qui encouragent une médecine McDonald (bobo-docteur-pilule). Il faut revaloriser la médecine de famille, la vraie, celle dans laquelle on suit les personnes à long terme. Celle dans laquelle le médecin peut encourager la promotion de la santé, la prévention et le dépistage des maladies, ainsi que le suivi rigoureux des troubles chroniques tels que le diabète, l'obésité, l'hypertension et autres maladies cardiovasculaires. Celle dans laquelle le groupe offre des services de consultations sans rendez-vous le soir et la fin de semaine. Ainsi, plus besoin d'utiliser les ressources coûteuses de l'urgence et de l'hôpital pour pallier l'accès insuffisant aux soins de première ligne. Les systèmes de santé les plus performants sont ceux qui ont priorisé la médecine de famille et la première ligne. Mais, pour faire ce virage nécessaire, il faut une volonté et une vision claire, et de toute évidence le neurochirurgien Couillard ne l'a pas. Et il est à prévoir que son émule, Yves Bolduc, lui-même issu de la médecine d'urgence, ne l'ait pas non plus.

Ce qu'on peut prévoir, c'est que le système de santé n'est pas prêt de sortir du marasme si on continue à l'ouvrir au privé et à négliger la médecine de famille, à manquer de vision et à écarter les données scientifiques actuellement abondantes pour soutenir ces orientations, et à céder au lobby de ceux qui veulent s'enrichir grâce à la souffrance et à la misère humaines.

## De l'usage d'une crise



DENISE BOMBARDIER

À quoi servent les crises, ces émotions passionnelles où la déception, la vengeance, l'ambition et l'espoir s'entremêlent ou s'opposent, si l'on n'en tire pas de leçons après-coup? Il faut apprendre de nos erreurs, chat échaudé craint l'eau froide, le calme après la tempête, qui ne risque rien n'a rien, qui perd gagne — autant de maximes et de proverbes qui rendent compte de cette réalité qui fut nôtre depuis quelques semaines et qui atteignent son apogée, si l'on peut dire, alors que nous nous rendions aux urnes au Québec. Il nous faut donc retourner en arrière afin de comprendre ce qui restera, pour nous autres contemporains, une des pires crises politiques depuis de nombreuses décennies.

Il y a d'abord cette allergie viscérale du Parti libéral du Canada à vivre dans l'opposition. La tradition canadienne en a fait un parti de gagnants, mais de mauvais gagnants (car un bon gagnant sait perdre). Un libéral vit la défaite comme une réalité contre nature. Ce statut de perdant décele des instincts dont on dirait rétrospectivement qu'ils furent suicidaires, avec cette élection à l'arraché de Stéphane Dion à la tête de son parti. A partir de là, tout a dérapé chez les libéraux, divisés entre eux avec la violence que l'on retrouve chez les frères ennemis. Au final, le couronnement de Michael Ignatieff, qui a réussi après des mois de travail de sappe de son organisation à terrasser un adversaire aussi ambitieux mais moins charismatique que Bob Rae, est fidèle à l'histoire du PLC. Seuls les vrais gagnants triomphent. Exit Stéphane Dion, le besogneux, après John Turner, séduisant, mais velléitaire.

Les conservateurs, pour leur part, ont forcément des problèmes avec le pouvoir. Forcément, parce qu'ils ont d'une certaine manière intégré l'image que les libéraux renvoient d'eux. Le pouvoir, en ce sens, ne leur est pas naturel. Dans ce contexte, le statut de gouvernement minoritaire les plonge dans le désarroi, si bien qu'ils se comportent en le niant en quelque sorte. Ce fut le cas lorsque Joe Clark est devenu premier ministre, avant d'être renversé neuf mois plus tard parce qu'il gouvernait comme s'il était majoritaire. Dans son cas, il ne s'agissait pas d'entêtement et de rigidité idéologique, comme avec Stephen Harper, mais bien d'incompétence politique. Car Stephen Harper, contrairement à Joe Clark, est un dur à cuire qui ne s'embarrasse pas des souplesses dont il faut faire preuve lorsque l'on est minoritaire. En fait, sa psychologie se rapproche plus de celle des libéraux que de celle des membres de son parti. Mais son idéologie l'aveugle dans l'exercice du pouvoir.

En acceptant de signer une entente de coalition avec les libéraux et le NPD, le Bloc québécois, qui qu'on en pense plusieurs, s'est placé au grand jour dans la contradiction absolue qui est la sienne: se lier les mains face aux libéraux et au NPD, partis centralisateurs depuis toujours et donc opposés aux revendications décentralisatrices du Québec. Le Bloc québécois alterne ainsi sa légitimité souverainiste, que cela plaise ou non. D'ailleurs, son chef, Gilles Duceppe, s'est empressé à mettre en lumière le «Québec bashing» du Canada anglais afin de plaider sa cause, ce qui est bien le comble de l'impudence. Utiliser le «Québec bashing» pour justifier vaillamment la souveraineté est un procédé indigne de cette cause aussi noble que légitime. En clair, on ne devrait pas faire l'indépendance du Québec parce que le Canada anglais ne nous aime pas ou ne veut plus de nous. Que des Canadiens bornés s'essuient les pieds sur le drapeau québécois, nous traitent de «frogs» et autres quolibets non publiables, qu'ils dédaignent notre culture, refusent de parler notre langue ou qu'ils nous ignorent, c'est leur affaire. Ceux qui portent l'idéal souverainiste et tentent de convaincre les Québécois de leur cause doivent proposer des idées et refuser de soulever un nationalisme primaire, revanchard, voire haineux. Mardi soir, certains commentateurs expliquaient les résultats du PQ, plus favorables que ce que prévoient les sondages, par la réaction négative d'une partie des Canadiens. C'est peut-être vrai, mais on devrait plutôt le déplorer.

La crise politique à Ottawa a déteint, sans aucun doute, sur la fin de la campagne électorale québécoise. Elle a ajouté au ras-le-bol des uns, au cynisme des autres et au peu d'enthousiasme de la majorité des électeurs. Les appels au boycottage électoral ont été entendus, et ce, par la catégorie d'électeurs la plus importante pour l'avenir, les jeunes. Quelle faille des générations plus âgées, incapables d'avoir transmis une éducation à la citoyenneté, le sens civique, le sentiment d'appartenance sociale. Un lecteur égaré m'a écrit dans un courriel fielleux son mépris des institutions politiques. «J'ai gardé mon vote», écrit-il, ajoutant qu'il considère le gouvernement Charest illégitime de ce fait. Comment vivre en démocratie si une proportion non négligeable des électeurs, les jeunes en majorité, considère toute élection illégitime et s'abstient? Entre l'élection et la rue, qu'existe-t-il donc? Le mea culpa, à ce sujet, ne regarde pas que les politiciens. Chacun doit s'interroger sur ce pourcentage d'abstention, résultat d'une transmission défaillante de la culture démocratique d'une génération à l'autre.

On me permettra ici, à l'occasion de ma dernière chronique de l'année tumultueuse, de souhaiter un joyeux Noël et une bonne année à tous les lecteurs du *Devoir*, ceux qui me complimentent comme ceux qui me critiquent. Je vous remercie tous au début de l'an prochain avec bonheur.

## Écrivez-nous!

Le *Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes.

## Le «nouveau Charest» et la désaffection civique

GÉRALD LAROSE

Président du Conseil de la souveraineté

Une courte majorité. Mais une épaisse couche de cynisme. De toute son existence, le Québec n'aura jamais si peu voté. Jean Charest se maintient au pouvoir avec l'appui de moins de 25 % des électeurs. Le pire score de toute l'Amérique du Nord. Pire que celui des Américains! Un record de désaffection civique. Une magistrale régression démocratique. Comment en sommes-nous arrivés là? Une addition de facteurs.

D'abord, la répétition abusive du processus. Usant! Ensuite, l'instrumentalisation strictement partisane de l'exercice à la seule fin de s'incruster au pouvoir. Dégradant. Troisième, le formatage du message comme des publicités répétées. Abrutissant! Quatrième, le tout sur fond de combat de coqs. Abêtissant! Plus grave encore, des politiciens savaient qu'ils allaient trouver leur compte dans la dépolitisation du processus démocratique. Navrant! J'ai nommé Jean Charest.

## Il s'est foutu de notre peuple

Cette élection n'avait pas lieu d'être. Le peuple le savait. Il l'a dit. On s'est foutu de sa gueule. On s'est foutu de la gueule des politiciens.

On lui a dit qu'il y avait une récession MONDIALE et qu'une tempête terrible allait s'abattre. Aucun plan, aucun chiffre. Plutôt des millions et des milliards. Et dans un type d'État sans grands pouvoirs, sans ressources significatives et sans accès aux forums où s'élaborent les solutions durables. Quand c'est MONDIAL, ce n'est pas provincial, ça regarde Ottawa. Quand c'est l'économie, ce n'est pas les services, ça le regarde aussi. D'ailleurs,



Cette élection n'avait pas lieu d'être. Le peuple le savait. Il l'a dit. On s'est foutu de sa gueule. Il s'est foutu de la gueule des politiciens.

en pleine campagne électorale québécoise, les manifestants interpellaient Harper, pas Charest. D'autant plus que lui-même s'échinait à ignorer le seul instrument de développement économique qu'il avait à sa portée, la Caisse de dépôt et de placement, dont il ne voulait pour rien au monde entendre parler. Alors l'économie? C'était pour faire semblant! Le peuple l'a vite su. Il a haussé les épaules et détourné la tête.

## Il nous a pris pour des consommateurs, pas des citoyens

Mais il y avait aussi un «nouveau Charest», lui a-t-on dit. «Package» et vendu comme un nouveau produit «plus authentique», «moins arrogant», «rassembleurs». Résultat de travaux de focus-groups et de données de son-

dages, le nouveau «produit Charest» fut mis en marché comme le sont les nouvelles savonnets, dans des contextes parfaitement contrôlés. Sans retours. Sans débat. Le message s'adressait aux consommateurs. Les citoyens, eux, sont restés chez eux.

## Il a exhibé un faux passeport

Et ce produit était maintenant québécois! Il a justifié Harper (oui, délicatement!). Il a défendu le Bloc (oui, avec hésitations). Il a fait appel aux votes souverainistes (oui, en se pinçant les lèvres). Et maintenant, il rêve d'une «stature» internationale pour le Québec (oui, pour faire oublier que la question de son statut en est la condition première!). Il a parlé avec monsieur Sarkozy (oui, entre deux avions). Etc. Etc. «Il y a bel et bien une révolution Charest», nous affirme Patrice Servant, son prin-

cipal rédacteur de discours, dans *La Presse* du 11 décembre dernier, en nous assurant qu'il était maintenant, «pleinement et en son âme et conscience, premier ministre du Québec». Ah oui! Et non plus «Captain Canada»? Qui l'a cru? Il est vrai que le Québec est habitué aux belles phrases. Elles jalonnent son histoire. Même M. Harper, naguère, en a eu des jolies à son endroit. Y aurait-il des surprises à en entendre de la bouche de M. Charest? Peut-être pas. Est-ce suffisant pour aller voter? Assurément non.

## La presse: beaucoup de coulisses, peu d'enjeux

Ce qui n'aide pas, c'est la dérive médiatique de plus en plus prononcée à couvrir les campagnes électorales davantage comme des combats de coqs que comme des choix de société à débattre et à faire. On nous dit tout des politiciens. Très peu des politiques. Tout des coulisses. Très peu des enjeux. Nous sommes au spectacle! La presse elle-même y détenant un grand rôle avec ses «unes» et ses «scoops» pas toujours dépourvus d'intérêt, y compris pécuniaires. Et nous? Toujours consommateurs. Très peu citoyens.

## Duplessis n'est plus un modèle

La démocratie est une construction permanente. Le processus électoral est un processus dont la modalité est délicate. Cette fois-ci, au Québec en décembre, comme au Canada en octobre, elle a été détournée de sa finalité par opportunisme, électorisme et partisanerie crasse. Résultats? Abstentionnisme record, cynisme et dépolitisation qui sont de puissants ingrédients d'une démocratie musclée ou d'une gouvernance autoritaire. En 2008, il devrait être permis de rêver à des objectifs autres que ceux de battre les records de Maurice Duplessis?

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papius (pupitre), information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Lesault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Prévost (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (cartariste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Fobé-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), David Dumouchel et Étienne Flamandon-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéziel (Québec), Monique Bhéret (Ottawa), L'ÉQUIPE Julie Chréty (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Piarré, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Lemaitre, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaujeu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Diverst (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjoind administratrice), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# PHILOSOPHIE

## La Terre, un habitat menacé

Par le règne de l'industrie, de l'automobile et du plastique, l'homme altère depuis plusieurs décennies la qualité de son environnement, altération qui atteint aujourd'hui des niveaux inouïs



JEAN-PHILIPPE KSIAZEK AGENCE FRANCE-PRESSE

Le concours «Philosopher» invite chaque année les étudiants du réseau collégial québécois à proposer leur réflexion sur un thème d'actualité. Le texte gagnant a permis à son auteur de remporter le premier prix, soit une somme de 1500 \$ à laquelle s'ajoute une bourse de 500 \$ offerte par Chenelière Éducation. Le thème de cette année était: «Crise environnementale et changements climatiques: l'humanité manque-t-elle à l'éthique de la responsabilité?» Voici le texte gagnant de cette année.

MÉLANIE ROY  
Cégep du Vieux-Montréal

L'histoire humaine renferme l'exemple d'un peuple qui, par quête d'immortalité, a frôlé l'autodestruction, celui de l'île de Pâques. Selon une hypothèse, afin d'illustrer la gloire de leur civilisation, les habitants de l'île entamèrent la construction de gigantesques idoles de pierre, qu'ils parvenaient à déplacer sur des billots de bois.

Leur ambition eut vite raison de l'intégralité des forêts de l'île. Ayant pillé sans réfléchir les précieuses ressources de son environnement, le peuple de l'île de Pâques fut décimé par sa propre irresponsabilité.

De nos jours, l'histoire des habitants de cette île peut sembler un triste présage, à une échelle réduite, du futur de l'humanité actuellement lancée dans une quête de croissance et de pillage de la nature à grande échelle. Par le règne de l'industrie, de l'automobile et du plastique, l'homme altère depuis plusieurs décennies déjà la qualité de son environnement, altération qui atteint aujourd'hui des niveaux inouïs.

En effet, la Terre est actuellement la scène d'une crise environnementale due à des siècles d'irresponsabilité humaine. L'homme, armé de son savoir et de sa technique, a causé des dommages, en partie irrévocables, à la nature.

Les cours d'eau ont été contaminés, les déchets domestiques et industriels ont été accumulés, les ressources naturelles ont été épuisées.

Le bouleversement de l'équilibre de la nature a récemment atteint un niveau tout autre avec la menace des changements climatiques, dont les conséquences seront multiples: pénurie d'eau potable, sécheresses, fonte

des glaciers et inondations massives sont au programme.

Essentiellement, la question du changement climatique évoque celle de la responsabilité humaine.

Par ses actes, l'humanité a gravement manqué à l'éthique de la responsabilité telle que présentée par Hans Jonas. Résultat: la vie sur Terre est menacée.

D'ailleurs, la question de l'éthique en suppose une autre, plus fondamentale, celle du rapport technique et économique de l'homme à son habitat, dont la nocivité est actuellement démontrée par une crise environnementale à grande échelle. L'homme manque à l'éthique de la responsabilité en ne repensant pas ce rapport, malgré ses impacts tangibles.

### Hans Jonas et l'éthique de la responsabilité

Comme l'a démontré Hans Jonas, l'éthique classique est essentiellement anthropocentrique et se limite à l'immédiat de l'acte. Traditionnellement, même si l'homme est «l'être qui tourmente la déesse auguste entre toutes, la Terre», celle-ci demeure «éternelle et infatigable».

Depuis toujours, en effet, la nature était amplement capable d'autoconservation et parvenait à fournir tous les éléments nécessaires à la vie sur Terre. Les actes de l'homme n'affectaient que superficiellement sa capacité d'auto-régénération.

Par le règne de la technique moderne, l'essence de l'agir et l'éthique y étant rattachée se sont radicalement transformées.

L'éthique prévalant, devant la menace d'une crise environnementale, est une éthique de conservation, de préservation, et non de progrès et de perfectionnement. L'homme possède actuellement un pouvoir redoutable lui conférant une responsabilité nouvelle face à la nature, devenue vul-

néral. L'humanité doit maintenant tenir compte, par ses actes, de l'avenir de la vie sur la Terre, aujourd'hui menacée.

Car, après des décennies d'industrialisation, le rapport homme-nature s'est inversé: l'homme, par sa maîtrise technique, apparaît immortel, alors que la Terre, elle, semble devenue mortelle.

Essentiellement, la question de l'éthique de la responsabilité humaine à l'égard de la nature concerne la notion d'avenir, tant de l'homme que de son habitat. À l'heure actuelle, la crise environnementale pose une question nouvelle, soit celle de la conservation de l'humanité, car l'irresponsabilité humaine compromet le futur même de la vie sur la Terre.

Sur ce point, Hans Jonas présente l'obligation éthique face au futur, soit l'obligation d'agir dans l'intérêt de celui-ci: «Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre.»

En ce sens, il apparaît invraisemblable d'assister à une détérioration globale de la nature, car «l'intérêt de l'homme coïncide avec celui du reste de la vie qui est sa patrie terrestre au sens le plus sublime de ce mot».

Il ne s'agit plus ici de choix, la question est inévitable: la vie ou la mort. Puisqu'il y a vie aujourd'hui, il doit y avoir vie demain: il s'agit là d'une nécessité purement ontologique.

Et comme l'exprime Hannah Arendt, «du point de vue des événements universels et des probabilités qu'ils renferment et qui peuvent être appréhendées statistiquement, l'émergence de la Terre est déjà quelque chose d'infiniment improbable». Alors, comme le développement de la vie est infiniment improbable, sa préservation a un caractère infiniment précieux.

### Éthique et libéralisme

La notion de responsabilité envers l'avenir, si nouvelle soit-elle, n'est pas si éloignée de la théorie libérale classique, telle qu'exposée par John Locke. Selon ce penseur, la raison humaine implique des lois naturelles, visant entre autres la préservation de la vie. Selon ces lois, l'homme «n'a pas la liberté et le droit de se détruire lui-même, non plus que de faire du tort à aucune autre personne».

Alors que nous vivons dans une société essentiellement néolibérale, il apparaît plutôt paradoxal que nos actes actuels, n'agissant pas dans le sens de la permanence de la vie, contredisent les fondements mêmes de la pensée libérale.

Toutefois, à bien y regarder, on observe que notre agir actuel est fondé sur un certain rapport à l'habitat, aussi engendré par la pensée libérale. Dans les mots de Locke, «tout ce [que l'homme] a tiré de l'état de nature, par sa peine et son industrie, appartient à lui seul».

En ce sens, la théorie libérale n'est point contradictoire puisque le travail menant à l'appropriation de la nature permet aussi la survie de l'homme.

Par contre, une crise environne-

mentale à grande échelle démontre la nocivité du rapport libéral à la nature, essentiellement irresponsable, puisqu'il ne tient compte que de la survie humaine immédiate. Une telle relation à l'habitat a d'ailleurs mené à la technicisation de la nature prévalant à l'heure actuelle.

En prenant l'exemple de Heidegger, la rivière, détournée de sa naturalité par la technique, n'est donc plus rivière mais potentiel hydroélectrique, soit puissance hydraulique à faire tourner les turbines.

En croyant la nature aussi accessible et appropriable, l'être humain en est venu à sous-estimer sa capacité, pourtant limitée, à soutenir la vie sur la Terre.

Malgré tout, plusieurs continuent de croire en l'immense pouvoir technique de l'homme. Beaucoup pensent que «le génie humain nous a permis de nous adapter et de traverser les millénaires» et que l'homme saura s'adapter pour survivre, par exemple, aux changements climatiques. De quel droit l'homme peut-il détruire ce qui ne lui appartient pas?

En ce sens, le rapport technique à la nature doit être transformé,

car l'essence de la technique moderne est le dévoilement des énergies présentes dans la nature. Il s'agit là du seul moyen de sortir de la fascination pour la technique et d'un rapport homme-nature nocif fondé sur l'exploitation.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

Par son rapport technique à la nature, instauré par les lois du libéralisme, l'homme fait défaut à sa responsabilité face à son habitat puisqu'il ne tient pas compte de son avenir.

L'AGENDA  
LE DEVOIR

L'HORAIRE TÉLÉ,  
LE GUIDE DEVOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

Collaboration spéciale